



**PRÉFET  
DE LA DRÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26 000 Valence

Valence, le 01/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **FERME ÉOLIENNE DE DONZERE**

188 Rue Maurice BEJART  
CS 57 392  
34 080 Montpellier

Références : 20250401-RAP-DAEN0430  
Code AIOT : 0006112397

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2025 dans l'établissement FERME ÉOLIENNE DE DONZERE implanté ZAC des éoliennes 26 290 Donzère. L'inspection a été annoncée le 20/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a eu lieu afin de contrôler le bon déroulement des travaux d'excavation des fondations des éoliennes et du poste de livraison.

Au cours de la visite du 21 octobre 2024, l'exploitant avait fait part d'une difficulté concernant le démantèlement du poste de livraison et l'excavation de la fondation de l'éolienne E1 et du poste de livraison.

En effet, depuis la création du parc éolien, une zone industrielle a été installée autour de celui-ci et le poste de livraison du parc était utilisé par ENEDIS pour alimenter un autre opérateur de la zone. L'exploitant a donc dû attendre qu'ENEDIS déconnecte la ligne entre l'autre opérateur et le poste de livraison du réseau, opération réalisée le 26 février 2025, pour finaliser les travaux.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FERME ÉOLIENNE DE DONZERE
- ZAC des éoliennes 26 290 Donzère
- Code AIOT : 0006112397
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Donzère exploitait jusqu'alors 5 aérogénérateurs Nordex (modèle N43/600), d'une puissance unitaire de 0,6 MW dont la hauteur (mât + nacelle) est de 50 mètres, munis d'un poste de livraison.

Mis en service le 1er septembre 1999, le parc est donc arrivé au bout des 25 années d'exploitation. Les recherches menées par l'exploitant pour continuer à exploiter le parc n'ayant pu aboutir, l'activité a donc cessé le 31 août 2024.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Excavation des fondations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 29-I	Sans objet
2	Remplacement des fondations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 29-I	Sans objet
3	Remise en état du site	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 29-I	Sans objet
4	Bordereaux de Suivi des Déchets (Dangereux)	Arrêté Ministériel du 29/02/2012, article 2	Sans objet
5	Attestation Éolien	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R. 515-106	Sans objet
6	Remise Attes Éolien	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R.515-108	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est bien au fait des attentes concernant le chantier de démantèlement. Ce dernier se déroule sans encombre.

L'ATTES ÉOLIEN, dont la rédaction a été confiée à la société SOCOTEC, est attendue d'ici mi-mai.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Excavation des fondations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 29-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Excavation des fondations
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] – l’excavation de la totalité des fondations jusqu’à la base de leur semelle, à l’exception des éventuels pieux. Par dérogation, la partie inférieure des fondations peut être maintenue dans le sol sur la base d’une étude adressée au préfet et ayant été acceptée par ce dernier démontrant que le bilan environnemental du décaissement total est défavorable, sans que la profondeur excavée ne puisse être inférieure à 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d’urbanisme opposable et 1 m dans les autres cas. [...]
<b>Constats :</b>  Le jour de la visite, les travaux d’excavation étaient réalisés sur le socle de l’ancienne éolienne E2. Les 10 mètres de câbles réglementaires à sectionner sont disposés de manière visible et en attente de traitement. Il faut près d’une semaine à l’entreprise en charge du chantier pour retirer les fondations d’une éolienne. Dans les 24 h qui précèdent la fin de l’excavation, une visite de la société SOCOTEC en charge de la rédaction de l’ATTES ÉOLIEN est planifiée de sorte que l’agent en charge de la rédaction de l’attestation puisse constater le bon déroulement du chantier et le respect de la législation contrôlée ici. Le jour de la visite, il restait encore à démanteler le poste de livraison et sa fondation qui supportait aussi l’éolienne E1. L’excavation des fondations des éoliennes E3, E4 et E5 a été réalisée auparavant. Le chantier devrait être terminé d’ici la fin de la semaine suivant la visite. Dans son courriel du 18 mars 2025, l’exploitant a joint une photo du fond de fouille de l’éolienne E4 mettant en évidence que la prescription est bien respectée.  La semaine suivant l’inspection du site, pendant les travaux d’excavation de la fondation de l’éolienne E1, l’exploitant a signalé un problème à l’inspection. La route desservant la zone industrielle ayant été construite après l’implantation du parc, celle-ci ainsi que plusieurs réseaux (électrique, fibre optique, eaux pluviales notamment) surplombent une partie de la fondation à excaver. L’exploitant a donc fait part à l’inspection du futur dépôt d’une dérogation au décaissement total de la fondation. En effet, il est fort possible que le bilan environnemental du décaissement total soit défavorable. L’inspection attend donc la demande de dérogation pour statuer.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Remplacement des fondations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 29-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remplacement des fondations
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les fondations excavées sont remplacées par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation. [...]
<b>Constats :</b>  Concernant les éoliennes E3, E4 et E5, les fondations excavées ont été remblayées à l'aide de matériaux présents sur le site. Pour les éoliennes E1 et E2, un remblai extérieur, issu de la carrière ROFFAT de PUYGIRON (26) située à près de 15 km, sera utilisé. L'exploitant indique que les caractéristiques de ce remblai ont été vérifiées et qu'elles sont bien semblables à celles des matériaux présents sur place.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Remise en état du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 29-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remise en état du site
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] la remise en état du site avec le décaissement des aires de grutage et des chemins d'accès sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation, sauf si le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation souhaite leur maintien en l'état.
<b>Constats :</b>  Le jour de la visite et par échantillonnage, l'inspection a pu constater que la remise en état prescrite, et souhaitée par les propriétaires, avait été réalisée pour les éoliennes E4 et E5. L'exploitant indique que les actions de remise en état ont été réalisées pour l'éolienne E3 et qu'elles seront, de la même manière, réalisées après les travaux d'excavation pour les éoliennes E1 et E2. Ces éléments seront vérifiés suite à la remise de l'ATTES ÉOLIEN.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Bordereaux de Suivi des Déchets (Dangereux)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2012, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bordereaux de Suivi des Déchets (Dangereux)
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• la date de l'expédition du déchet ;</li><li>• la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;</li><li>• la quantité du déchet sortant ;</li><li>• le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;</li><li>• le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li><li>• le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;</li><li>• le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement susvisé ;</li><li>• le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive susvisée ;</li><li>• la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Lors de la précédente inspection du 21 octobre 2024, l'exploitant avait indiqué qu'un suivi strict du devenir des déchets était bien réalisé pour le démantèlement des mats. Dans son courriel du 18 mars 2025, faisant suite à une demande de l'inspection formulée au cours de la visite, l'exploitant a fourni deux bordereaux de suivis de déchets, conformes à la prescription, ainsi qu'une attestation de la société Énergie Maintenance relative au devenir des éléments constitutifs de l'éolienne E4 anciennement en service sur le parc.  Les bordereaux de suivi de déchets concernent : <ul style="list-style-type: none"><li>– une benne contenant 8,36 tonnes de fer/acier issues de l'éolienne E4, collectées, transportées et réceptionnées par la société NEGOMETAL qui a ensuite réalisé les opérations de traitement des déchets (D13/R4 : regroupement ou mélange/Recyclage ou récupération) ;</li><li>– 320 tonnes déchets béton collectées et transportées par la société SAS AVEROUS TP et réceptionnées par la société SAS ROFFAT à MALATAVERNE (26) qui a ensuite réalisé les opérations de traitement des déchets (D15/R5 : stockage/recyclage).</li></ul> L'attestation fournie par la société Énergie Maintenance indique, quant à elle, que 100 % des éléments de l'éolienne E4 ont été recyclés (56,48 tonnes représentant 69,59 % des éléments de l'éolienne) ou réutilisés (24,68 tonnes représentant 30,41 % des éléments de l'éolienne).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Attestation Éolien**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/07/2024, article R. 515-106
<b>Thème(s) :</b> Autre, Attestation Éolien
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les opérations de démantèlement et de remise en état d'un site après exploitation comprennent : [...] 5° L'intervention, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, pour attester de la mise en œuvre des opérations prévues par les points 1° à 4°.
<b>Constats :</b>  L'inspection rappelle à l'exploitant la réglementation concernant le contenu de l'ATTES ÉOLIEN. L'exploitant indique que la société SOCOTEC en charge de la rédaction de l'attestation a réalisé un suivi régulier des travaux de démantèlement. L'attestation est attendue dans le courant du mois de mai 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Remise Attes Éolien**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/06/2022, article R.515-108
<b>Thème(s) :</b> Autre, Remise Attes Éolien
<b>Prescription contrôlée :</b>  Lorsque les travaux, prévus à l'article R. 515-106 ou prescrits par le préfet, sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet et lui transmet l'attestation établie par l'entreprise mentionnée au 5° de l'article R. 515-106. L'attestation est également transmise au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme ainsi qu'au(x) propriétaire(s) du terrain. Sauf opposition ou demande complémentaire du préfet dans un délai de deux mois à l'issue de la transmission de l'attestation, la remise en état du site est réputée achevée.
<b>Constats :</b>  Pour rappel, l'ATTES ÉOLIEN doit aussi être remise au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme ainsi qu'au(x) propriétaire(s) du terrain.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite